

La participation citoyenne dans la réhabilitation des centres historiques en Algérie : Cas de la Casbah de Dellys et du quartier Sidi El Houari à Oran*¹

Auteures : Zerarka Ibtissem (doctorante) et Messaoudene Maha (MCA).
Ecole Polytechnique d'Architecture et d'Urbanisme (EPAU), Alger, Algérie.
Laboratoire Ville Urbanisme et de Développement Durable (VUDD).
zerarka.ibtissem@gmail.com , maha.messaoudene@laposte.net

Problématique :

Cet article porte sur les démarches participatives menées dans le cadre de la réhabilitation des centres historiques. Ces derniers font face à différentes problématiques qui changent selon les circonstances locales, mais dont on peut dès à présent souligner leur caractère invariant, celui de la dénaturation et de la dégradation de leur cadre bâti (Casanova, 2012). Dès lors, les centres historiques rentrent dans un processus de délabrement, voire de disparition de leurs fonctions, consommant ainsi une rupture dans la continuité urbaine de leur structure physique, sociale et économique. (Riegl, 1903 ; Corboz, 2009).

Des institutions internationales telles que l'UNESCO ou l'ICOMOS ont alerté les pouvoirs publics, à diverses reprises, sur les dangers relatifs à la perte de ce patrimoine et à la nécessité de sa prise en charge effective. Ces institutions recommandent² et prônent l'inscription du projet de réhabilitation dans une approche durable s'appuyant sur des mesures d'information, de sensibilisation voire d'implication des populations.

En effet, l'émergence du projet urbain comme processus multi-partenarial et interactionniste (Pinson, 2004), favorise une ouverture du cercle des savoirs et le déplacement de la frontière entre savoirs experts et savoirs profanes dans le champ urbain (Anselme, 2000 ; Sintomer, 2008 ; Nez, 2011). La multiplicité de points de vue permet de mieux identifier et résoudre les problèmes en jeu dans les pratiques délibératives des projets d'urbanisme.

Dans la mesure où l'objectif principal de la réhabilitation est d'améliorer le cadre de vie de la population locale, la participation citoyenne constituerait alors une dimension essentielle de la « régulation urbaine » (Abramo, 1996 ; Jacquot, 2009) permettant d'élever le degré d'acceptabilité du projet. En effet, le patrimoine est une construction sociale qui relève de valeurs multiples (Riegl, 1984). Ses processus d'appropriation sont alors liés à la confrontation des décisions émanant d'une pluralité d'acteurs tant propriétaires, gestionnaires que citoyens. La participation est aussi une méthodologie pour développer des projets collaboratifs, tels que formulés par plusieurs théoriciens de la planification. (Innes, Booher, 2010 ; Bacqué & Gauthier 2011 ; Zetlaoui-Leger & Lacombe, 2009).

Largement acceptée par la communauté scientifique, sa mise en œuvre requiert des pratiques différenciées. Dans les pays développés, la participation citoyenne est bien ancrée dans les mœurs urbanistiques, tandis que dans les pays du Sud, à l'instar de l'Algérie, la participation résulte soit d'un savoir autochtone³ soit d'une volonté d'acteurs institutionnels aux enjeux inavoués, soit d'une initiative citoyenne soutenue par des experts internationaux⁴. (Legros, 2008 ; Messaoudene, 2016). Heurtée par divers obstacles de types administratifs et bureaucratiques liés à l'absence d'un cadre réglementaire faisant obligation de

1 Note de lecture : les auteures tiennent à spécifier que cet article présente le sujet de thèse ainsi que les premières pistes exploratoires, eu égard au fait que la thèse a débuté il y a un an.

2 Charte internationale pour la sauvegarde des villes historiques (Charte de Washington), son article 3 stipule que « La participation et l'implication des habitants de toute la ville - ainsi que des groupes d'intérêts locaux - sont indispensables au succès des programmes de sauvegarde ».

3 A l'image de la *Thajmaeth* qui représentait l'institution politico-administrative de base des communautés villageoises kabyles et d'*El Hala El Azzaba* à Ghardaia au Sud Algérie, qui est un conseil fédéral de religieux. Il chargé de toutes les questions touchant à la vie communautaire.

4A l'exemple de l'implication de la GTZ allemande dans le programme de réhabilitation participative des ensembles d'habitat collectif en 1997, de la coordination du programme CapDel en 2017 par le PNUD et de son financement par l'Union européenne UE. L'objectif de ce programme est de renforcer les capacités des acteurs locaux, en vue d'améliorer la participation citoyenne dans la planification locale au service d'une gouvernance communale, concertée, transparente et attentive aux besoins et attentes des citoyens.

participation citoyenne⁵, cette dernière semble devenir un *leitmotiv* incontournable dès qu'il s'agit de parler urbain.

Des expériences originales motivées par la présence d'un tissu associatif actif émergent un peu partout en Algérie et semblent prendre une nouvelle tournure dans les pratiques urbanistiques. Dans ce registre, notre communication tentera de discuter deux expériences participatives menées en collaboration d'acteurs internationaux. Il s'agit pour la première de la Casbah de Dellys qui bénéficie, dans le cadre de la coopération euro-méditerranéenne, du projet Montada, initié par l'état selon la démarche *top down*.

Pour la deuxième expérience, il s'agit du quartier Sidi El Houari, situé à Oran dans l'ouest algérien.

A travers les deux expériences présentées, nous essayerons de montrer dans quelles mesures le champ opérationnel a été investi.

Quels sont les outils utilisés ? Selon quelle méthode, les approches collaboratives ont-elles été menées ? Et quels sont au final les objectifs et les finalités des démarches participatives adoptées ?

L'objectif de cette communication étant d'identifier les outils et les dispositifs mis en place, d'évaluer leurs portées et de voir dans quelles mesures est-il possible de diversifier les sources d'expertise faisant appel à de nouveaux types de savoirs portés par les habitants.

Débat théorique :

Ces questionnements trouvent leur ancrage théorique dans deux grands axes de la recherche. Le premier axe porte sur les théories de la démocratie participative tandis que le deuxième s'appuie sur les expériences participatives menées dans le cadre des projets urbains.

La littérature scientifique sur la démocratie participative fait apparaître une diversité au niveau de la définition de cette notion (Messaoudéne, 2011). Cette multiplicité de point de vue constitue autant de confusions dans les débats théoriques. Ces derniers croisent deux visions antinomiques de la gouvernance participative : la première vision est optimiste, elle se base sur l'idée de co-production comme vecteur de pluralisme d'acteurs longtemps mis « hors système ». La seconde est pessimiste, elle insiste sur la dimension instrumentale de la gouvernance participative en mettant l'accent sur des résultats décevants des décisions prises effectivement, l'apparentant à un « gadget » des pouvoirs publics. (Leresche, 2001).

Le second axe porte sur les expériences participatives dans les projets urbains en général (Thomassian, 2009 ; Bacqué&Rey&Sintomer, 2005 ; Gauthier, 2008 ; Deboulet, 2014 ; Safar Zitoun,2009) et sur l'intervention sur les centres historiques en particulier (Jacquot, 2009 ; Casanova, 2010 ; Gardesse 2011 ; Safar Zitoun,2002). Ces travaux proposent différentes échelles d'évaluations des dispositifs participatifs (Arnstein, 1969 ; Zetlaoui Léger, 2005 Rey-Valette& Mathé2012). Ces échelles comprennent différents degrés et niveaux d'implication des populations allant de l'information au partenariat. Elles proposent des critères qui porte principalement sur la qualité du processus de concertation et ses propriétés d'équité en fonction de la nature des participants (Mermet, 2005 ; Ruault & Lemery 2008).

Approche méthodologique :

Pour conduire cette recherche, cette communication se propose d'analyser deux expériences participatives de réhabilitation des centres historiques : la casbah de Dellys à Boumerdes et le quartier Sidi el Houari à Oran. La démarche adoptée mobilise plusieurs types de données. Dans un premier temps, nous avons récupéré auprès de différents organismes les documents nécessaires à la compréhension des opérations de réhabilitations : ouvrages, plan de sauvegarde et de mise en valeur, prospectus de sensibilisation et d'information, cartes postales des activités, affiches, CD rom, courriers adressés aux associations.

Dans un deuxième temps, nous avons réalisé des entretiens qualitatifs de type semi-directifs auprès des

⁵Au niveau doctrinal et législatif, la démarche participative fut consacrée dans la loi 06-06 de 2006 sur l'Orientation de la Ville cependant l'absence de décret exécutif ne peut exiger son application.

acteurs institutionnels et non institutionnels, en l'occurrence : les acteurs locaux, les experts techniques, les membres des associations⁶ et les habitants (rencontrés sur le site lors de notre enquête).

Cette enquête exploratoire a nécessité, pour sa réalisation, l'élaboration de trois guides d'entretien en fonction des types d'acteurs. Les questions formulées portaient essentiellement sur la participation citoyenne dans les projets de réhabilitation du centre historique, sur le déroulement de la démarche et les moyens mis en œuvre. Dans le cadre de notre enquête, nous avons également participé en tant que communicante au colloque⁷ intitulé « Dellys, une ville des patrimoines », organisé par l'association culturelle et artistique de Dellys ACAD. Cette manifestation scientifique a été pour nous d'une grande utilité dans la mesure où nous avons pu nous rapprocher des différents acteurs et exploiter les différents travaux.

Terrains d'étude :

L'analyse préliminaire des données collectées nous a permis de décrire le déroulement des opérations, d'identifier les acteurs impliqués dans les deux projets, et de proposer une première lecture des logiques habitantes et institutionnelles dans le déroulement opérationnel du projet.

La réhabilitation de la casbah de Dellys :

La première expérience concerne la Casbah de Dellys, située dans la wilaya de Boumerdes. Dellys du nom de sa casbah est une ville côtière qui jouit d'un soubassement historique construit au fil des siècles. On retrouve ses traits marquants dans le patrimoine traditionnel local⁸.

Actuellement, la casbah de Dellys connaît un processus de dégradation progressive⁹ l'ayant conduit au dépeuplement de ses habitants. Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette dégradation, dont les principaux sont les attentats terroristes de la décennie noire, le séisme de 2003 et l'absence d'intervention de la part de l'état.

La casbah de Dellys n'a connu en effet aucune opération de réhabilitation de son cadre bâti, et ce depuis plusieurs décennies. Il a fallu attendre 2007 pour qu'un plan de sauvegarde et de mise en valeur soit instauré par le ministère de la culture, suite à la promulgation du décret n°07-276. Le projet en question est financé entièrement par l'état. Il est couvert d'un montant s'élevant à 17,5 milliards de centimes.

En 2009, soit deux ans après l'instauration du plan de sauvegarde, la casbah de Dellys bénéficie d'un nouveau projet intitulé « Montada »¹⁰. L'appellation donnée au projet vient du mot arabe « *El Montada* » qui signifie espace de rencontre et d'échange. Dans ce sens, la question de la participation citoyenne devient un principe essentiel dans le processus de réhabilitation impulsé. Le Projet Montada s'inscrit dans le cadre de la coopération euro-méditerranéenne Héritage4. Il est porté par une équipe internationale d'experts méditerranéens (EIDEM) dont les compétences recouvrent l'ensemble des disciplines touchant à la réhabilitation et à la restauration du patrimoine. Le projet a pour objectifs de promouvoir le patrimoine bâti traditionnel, de mettre en œuvre des initiatives participatives citoyennes¹¹ et d'élaborer des outils pratiques, applicables sur le terrain et répondant aux besoins définis par les partenaires locaux. L'équipe chargée du projet a pour mission la diffusion de ces outils à l'échelle de la méditerranée.

6 Association Culturelle et Artistique de Dellys (ACAD), Association Delphine : Association Culturelle et scientifique des activités Subaquatique, à caractère touristique à Dellys, association : Santé Sidi El Houari (SDH) et Bel Horizon (BH) à Oran

7 Le colloque a eu lieu le 01 et 02 Juillet Juin 2017 au centre culturel Mohamed Cheikh Sidi El Medjni à Dellys.

8 De la fondation carthaginoise, puis romaine, aux influences ottomanes, berbères et françaises. Voir à ce sujet les travaux de X.Casanova sur le Manuel pour la réhabilitation de la ville de Dellys, 2012, p14-19.

9 Marginalisation, perte de son potentiel touristique et économique et dégradation de son cadre bâti.

10 Le projet Montada a reçu l'approbation de la Commission Européenne le 12 décembre 2008. Pour une période de 03 ans (2009-2012)

11 Casanovas, X. "Patrimoine et participation : vers un nouveau cadre de gouvernance au Maghreb", (CAATEEB), 2012.p81.

La démarche participative menée s'appuie sur les spécificités locales¹². Une pluralité d'acteurs concernés par les opérations de réhabilitation est alors mise en jeu (propriétaires, gestionnaires et citoyens). L'expérience a concerné six villes pilotes du projet à savoir, Dellys et Ghardaïa en Algérie, Sousse et Kairouan en Tunisie, Marrakech et Salé au Maroc. Le choix de Dellys comme ville pilote est motivé, selon les dires du chargé de projet Xavier Casanova, par le fait qu'elle ait été récemment classée patrimoine national.

La méthode mise en place par l'EIDEM repose sur l'organisation de plusieurs forums locaux et d'une série d'activités organisées (visite sur terrain, atelier maquette, réunion périodique, colloque, etc.) en vue de 1- l'élaboration de la cartographie naturelle et culturelle du site (identification des potentialités du site) 2- l'identification des thématiques prioritaires (définition des activités réalisées dans le cadre du plan d'action) 3- et la mise en œuvre du plan d'action. Ce dernier comprend quatre volets : l'assistance technique, la sensibilisation, la formation et l'initiative culturelle et urbaine (voir figure1). Chaque volet devrait être appliqué aux thématiques prioritaires choisies.

Cette démarche permet l'appropriation des différentes activités par les acteurs concernés, d'assurer le succès et la qualité des activités et de faire émerger les prémices d'une gouvernance locale participative en matière de gestion du patrimoine.

La mise en œuvre du projet Montada pour la Casbah de Dellys fut menée par plusieurs acteurs (voir figure2). Parmi eux, il y a les acteurs institutionnels représentés par le Ministère de la culture, la Wilaya de Boumerdes, la circonscription administrative, la Commune, la subdivision du logement et de l'équipement, la Direction de la jeunesse et des sports ; l'expert international EIDEM, les experts techniques : le Bureau d'études d'architecture et d'urbanisme Arteche et le centre de formation professionnelle Dellys, les experts Universitaires (Ecole Polytechnique d'Architecture et d'Urbanisme EPAU et le Département d'architecture de l'université Saad Dahleb à Blida), et enfin la société civile représentée par deux associations : l'Association culturelle et artistique de Dellys et l'association Delphine.

Première phase : L'initiation à la cartographie naturelle

Conformément à la méthode participative de réhabilitation élaborée par l'EIDEM, l'initiation à la cartographie fut la première étape mise en place. Cette phase a regroupé plusieurs activités : visites, deux ateliers maquette et des opérations de nettoyage de jardin partagé. L'objectif est de recueillir le maximum d'information sur le patrimoine matériel et immatériel de la casbah.

La visite de la Casbah de Dellys :

Une visite de la Casbah a eu lieu en 2009 en compagnie de plusieurs acteurs : les autorités locales, l'expert X. Casanova chargé du projet, Mr Arteche, architecte chargé du plan de sauvegarde et de mise en valeur de la casbah, les présidents des deux associations, ainsi que des habitants. Ces acteurs au nombre approximatif de quarante ont été préalablement informés de bouche à oreilles, selon les entretiens recueillis lors notre enquête.

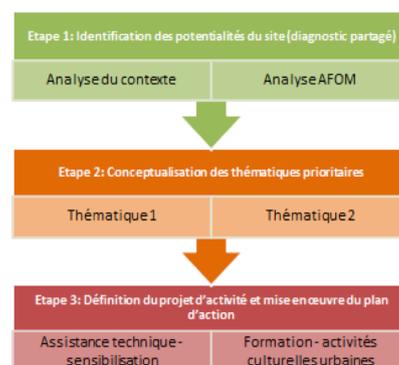


Figure 1 : Déroulement du projet Montada. Source : Auteurs, 2017.

Les acteurs impliqués dans le projet:		
Acteurs institutionnels	Acteurs techniques	Société civile
Ministère de la culture	équipe internationale d'experts méditerranéens (EIDEM)	Habitants
Wilaya de Boumerdes	Bureau d'études d'architecture et d'urbanisme Arteche	Association culturelle et artistique de la casbah de Dellys
Circonscription administrative		
Commune de Dellys	Experts universitaires	Association Delphine
Subdivision du logement et de l'équipement de Dellys	Centre de formation professionnelle Dellys	
Direction de la jeunesse et des sports		

Figure 2 : Acteurs impliqués dans le projet Montada. Source : Auteurs, 2017

¹² Tissu associatif existant, implication des professionnels locaux, préexistence d'initiatives en matière de valorisation du patrimoine culturel, instruments relatifs à la protection du cadre bâti

Lors de cette visite, des dépliants conçus par l'équipe EIDEM ont été distribués aux membres présents. Ces dépliants, récupérés auprès du bureau d'étude Arteche, contenaient des informations relatives au patrimoine culturel de Dellys à travers des descriptions de sites importants¹³, des illustrations, et des dessins de carte. Cette visite avait pour objectif principal, en plus de recueillir des informations concernant le site, de sensibiliser les différents acteurs à la nécessité de préserver le patrimoine riche de la Casbah.

Les activités culturelles :

Autre activité organisée par l'EIDEM concerne l'atelier de maquette relatif à l'architecture traditionnelle. Ce dernier s'est déroulé au niveau de la maison de jeune de Dellys à deux reprises en fonction du public ciblé : un premier atelier mené avec les enfants et un deuxième atelier regroupant les jeunes. L'animation de ces deux ateliers a été assurée par les membres de l'association Delphine et par l'architecte chargé du plan de sauvegarde. Les activités proposées concernent, pour l'atelier des enfants, un exercice de restitution de maquette. Des cartes postales reprenant la forme développée des façades de la maison de Dellys et sa spécifié du jardin Riad sont distribuées aux enfants et on demande par la suite aux enfants de réaliser la maquette. Pour l'atelier des jeunes, Il s'agissait d'élaborer la maquette de Dellys à partir de plans. Cette dernière est actuellement exposée au siège de l'association Delphine.

A la suite de ces activités, des opérations de nettoyage des jardins Riad de la casbah furent lancées par la commune de Dellys qui a mis à la disposition des jeunes des ateliers et des bénévoles le matériel nécessaire à l'accomplissement de cette mission.

Enfin, une fête de la sardine était prévue en vue de sensibiliser les populations au patrimoine culturel marin de la ville en raison du rapport très particulier de Dellys avec la mer. Cet événement n'a toutefois pas pu avoir lieu, faute de délivrance d'autorisation des autorités locales.

Deuxième phase : conceptualisation et définition du projet

En Juin 2010, un atelier de méthodologie participative s'est installé sous forme de forum local, des journées de débats et réunions périodiques étaient prévues pour offrir un cadre au débat participatif, à la formation, l'élaboration et la prise de décision quant aux enjeux du patrimoine local. Concrètement, selon les informations recueillies lors de notre enquête de terrain, il y a eu uniquement seul forum organisé. Ce dernier a été délocalisé vers Alger en raison de non délivrance des autorisations de libre circulation pour les experts internationaux de l'équipe EIDEM participant dans ce forum. Il est également à noter que le choix du lieu (à 100Km de Dellys) s'est fait officieusement par le biais des réseaux proches des acteurs techniques et aucun moyen de transport n'a été mis à la disponibilité des participants.

Par conséquent, seules 8 personnes parmi le réseau proche des acteurs technique ont pu se déplacer par leurs propres moyens pour y participer. Il s'agissait de l'architecte responsable de l'élaboration du plan de sauvegarde et de mise en valeur de la casbah de Dellys, du président de l'association Delphine, de quatre architectes Dellysiens et deux experts de l'EIDEM. Cette faible participation pourrait se justifier par le manque de communication et de vulgarisation sur l'évènement. L'information sur la tenue du forum n'a pas été diffusé auprès des citoyens et aucune disposition matérielle n'a été prise en charge pour assurer le bon déroulement de la réunion (Location de bus, affiche, etc.).

¹³ Il s'agit du vieux port de Dellys, de la Casbah, du plateau des jardins, un lieu où de nombreux dellysiens possédaient une résidence secondaire en dehors de la Casbah, de la mosquée El Islah, de nombreux mausolées, des cimetières lieux de la mémoire de la ville, du phare Bungut édifié en 1881 et du rempart ceinturant le centre historique d'une longueur de 1,6 Km sur un relief.

Troisième phase : la mise en œuvre du plan d'action :

En dépit des limites des deux précédentes phases, ces dernières ont permis d'esquisser une stratégie d'intervention sur le patrimoine culturel local sur deux thématiques prioritaires permettant les enjeux émergents de l'analyse AFOM. Il s'agissait de « la maison traditionnelle », et « la mer ». Ce choix partagé est justifié par le fait que les deux thèmes ont joué un rôle important dans la construction identitaire de la ville : l'architecture traditionnelle reflétant à la fois l'héritage historique de la formation de la ville et le savoir-faire constructif local, tandis-que la mer fait partie intégrante du cadre naturel et des activités quotidiennes de la population locale. Ces deux thèmes constituent de réels leviers pour le développement économique local (métiers d'artisanat local, de la construction, de la pêche, du tourisme etc...).

Le plan d'action structure les différentes activités à réaliser selon les dimensions suivantes : description de l'action, calendrier, public touché, coût de l'action, type de diffusion prévu etc...

La ville est ensuite amenée à réaliser ces activités prévues dans le plan d'action, veillant à promouvoir la participation du plus grand nombre, et diffusant l'impact des différentes interventions sur le contexte local.

La réhabilitation du centre historique Sidi El Houari à Oran :

Le deuxième cas d'étude concerne le quartier Sid El houari à Oran, situé dans le centre historique d'Oran. Ce dernier présente une stratification historique urbaine d'onze siècles. Il est considéré comme étant le symbole de passage de plusieurs civilisations.

Actuellement, le quartier Sidi El Houari a atteint un degré très inquiétant de vétusté et de dégradation aussi bien sur le plan social que physique. Malgré ses potentialités, le quartier n'a jamais été réhabilité, ni bénéficié d'un plan de sauvegarde, et ce malgré les sollicitations des associations qui comme nous allons voir se sont distinguées par leur activisme pour la réhabilitation du quartier.

L'apport du tissu associatif dans la revitalisation du centre historique :

Le tissu associatif du quartier est très actif, il a pour défi d'intégrer les composantes socioculturelles dans toutes les phases de la planification urbaine : le diagnostic, la planification, l'exécution et le suivi. Ce qui rend le terrain très fertile pour la participation de la population lors du processus de revitalisation.

L'association santé Sidi El Houari (SDH) :

L'association sante Sidi El Houari été créée en 1991 par un groupe de médecins sensibles à la question patrimoniale. Son objectif principal de réhabiliter le site historique des « Bains turcs » et du vieil hôpital. Il est situé dans le quartier de Sidi El Houari. (Voir figure3).

Quelques années plus tard, l'association a créé une « école-chantier » agréée par l'état. Ses objectifs¹⁴ sont la contribution à la sauvegarde et à la réhabilitation du patrimoine historique de la ville d'Oran.

Cette contribution met en avant la formation et l'insertion des jeunes dans les circuits économiques liés à la renaissance des métiers traditionnels du bâti ancien.

Cette école-chantier est spécialisée dans la maçonnerie traditionnelle, la pierre de taille, la forge et la ferronnerie ainsi que la menuiserie et la charpente.

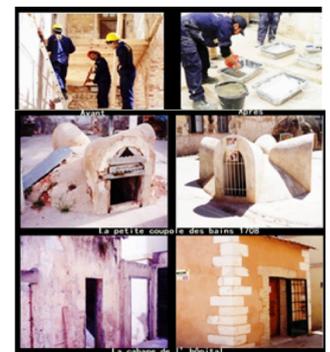


Fig3 : Restauration effectuée par les stagiaires de l'école chantier, Source : l'association Santé Sidi el Houari

14 Tels qu' énoncés lors d'un entretien par la coordinatrice des projets de l'association (doctorante en architecture).

L'association Bel Horizon (BH) :

L'association culturelle Bel Horizon (BH) fut créée en 2001. Son président est un ingénieur, journaliste, écrivain, et élu local chargé de l'urbanisme à l'assemblée populaire communale d'Oran. L'association a pour objectif la sauvegarde et la réhabilitation du Veil Oran¹⁵. Pour ce faire, l'association a mis en avant la découverte de la ville d'Oran comme outil de visibilité de son patrimoine bâti ignoré par les citoyens. Cette découverte passe par le biais d'événements culturels sous l'autorisation de l'APC d'Oran et de l'office des arts et de la culture, par la publication d'ouvrages¹⁶ sur le patrimoine d'Oran et par des sessions de formation des guides touristiques et des médiateurs de patrimoine culturel.

On cite parmi ces événements culturels la promenade musicale Ibn Badis¹⁷ et la Super Randonnée Patrimoniale¹⁸ (voir figure4).

En 2011, Bel Horizon a pu mobiliser plus de 20.000 participants. Elle a également fait appel à un réseau d'autres associations¹⁹ d'Oran, à des sponsors privés et aux secouristes des croissants rouges pour soutenir ces événements culturels. Mr Metair, président de l'association Bel Horizon, nous affirme que cette dernière est aussi sollicitée pour son expertise, au tant que membre du comité d'embellissement de la ville ainsi que membre de la commission nationale de l'Unesco et membre du conseil d'orientation Zabana.

Le projet ARCHIMEDES :

Le centre historique d'Oran a bénéficié du projet Euro-méditerranéen ARCHIMEDES « *Actions to Regenerate Cities and Help Innovative Mediterranean Economic Development Enhancing Sustainability* ». ARCHIMEDES est un projet de coopération décentralisée, qui a débuté le 1er Janvier 2007 jusqu'au 31 Décembre 2008. Ses objectifs sont la création de nouveaux partenariats durables entre les entreprises européennes et les villes Méditerranéennes, la promotion d'une approche stratégique participative et l'a mise en œuvre de politiques urbaines pour la redynamisation urbaine et le développement économique fondée sur la promotion de l'artisanat local et l'exploitation du patrimoine culturel et touristique. L'expérience regroupe trois villes de l'Union Européenne (Venise - chef de projet, Gênes et Bordeaux) et quatre villes pilotes du bassin méditerranéen (Istanbul en tant que projet de co-leader, Beyrouth, Oran et Mina). Le choix d'Oran s'est fait par le biais du jumelage signé en 2003 entre la ville française de Bordeaux et Oran. Cet accord de jumelage et de coopération comprend le projet PACTE²⁰ Oran Bordeaux (Partager Acquérir des Connaissances Transmettre des Expériences) qui permet de soutenir les pays de la zone de solidarité prioritaire, dont l'Algérie fait partie, et renforce les actions de gouvernance locale.

Ce projet à Oran est piloté par l'Assemblée populaire communale d'Oran et la coopération française bordelaise. Il couvre un montant global de 734 177 € est financé à hauteur de 580.000 € par l'Union Européenne. Grâce à la Ville de Bordeaux, Oran bénéficie de 55 148 € de subventions européennes²¹.



Fig.4 : Super Randonnée Patrimoniale. Source : association Bel Horizon, 2011.

15 Aux dires du président, vice-président (guide de formation) et la coordinatrice des projets de l'association (doctorante en paléontologie) lors de notre entretien le 09-10-2017.

16 Oran, face à sa mémoire en 2001 ; Oran, études de géographie et d'histoire urbaines en 2003, ;Oran, la mémoire en 2004, ;Guide Bel Horizon du patrimoine historique et naturel oranais en 2007 et Oran, une ville de fortifications en 2012

17 La promenade est organisée chaque 16 avril depuis de 2011

18 Cette randonnée est organisée chaque 1er Mai, depuis 2006 à ce jour. Son circuit de monuments historiques mène de la place du 1er novembre au plateau de Sidi Abdelkader

19 Santé Sidi El Houari, le petit lecteur, In Art, Stijmam.

20 Programme co-financé par le Ministère des affaires étrangères français et la Ville de Bordeaux en 2006

21 Communiqué de presse : Bordeaux - Oran : partager des expériences. Bordeaux, le 04 Juin 2009.

ARCHIMEDES est développé sur deux phases principales ; la première phase est assurée par des experts internationaux. Elle a pour objectif de définir une méthodologie commune qui résulte du transfert de connaissances acquises sur la base des expériences des villes de l'Union Européenne. Les techniques utilisées lors de cette phase sont : les enquêtes préliminaires, le recensement des monuments historiques par des techniques de collecte de données.

La deuxième phase consiste à analyser les données collectées lors de la phase précédente, puis élaborer un plan de redynamisation de la zone cible pour chaque ville pilote. Ce plan porte sur trois thèmes prioritaires choisis par l'ensemble des participants.

Le processus participatif du projet ARCHIMEDES à Oran :

Différents acteurs sont impliqués dans ce projet (voir figure5). Ces derniers forment une cellule mise en place par le Wali²² d'Oran. Il s'agit alors de : la wilaya d'Oran, le service d'urbanisme de l'assemblée populaire communale d'Oran qui est responsable de l'approbation des décisions de constructions ou de démolitions liées au projet, l'OPGI²³ son rôle est d'assurer une coordination des travaux, une cellule technique mixte composée d'experts internationaux qui est chargée de formulation des projets patrimoniaux pour le développement de la ville d'Oran , direction de la culture qui est chargée de l'attribution des autorisation relatives aux monuments classés de la zone d'intervention, les experts universitaires²⁴ sont chargés du pilotage et du suivi du projet en alimentant les choix stratégiques et opérationnels en cours conduits par la Wilaya, experts techniques du bureau d'études chargé du P.O.S de Sidi El Houari et la société civile représentée par les deux associations ; Santé Sidi El Houari et Bel Horizon.

Ce projet intègre une approche participative et habitante de type *Bottom up*, supervisée essentiellement par deux principales associations : Santé Sidi El Houari et Bel Horizon.

L'association Bel Horizon était supervisée par les experts universitaires²⁵ du département architecture d'Oran. Elle avait pour mission d'identifier le patrimoine architectural et urbain du quartier Sidi El Houari. L'association a mobilisé les membres de son équipe pour l'organisation des opérations liés au projet. Elle a mis en place un atelier d'architecture, dans le bureau du directeur d'urbanisme de l'APC qui est notamment le président de l'association Bel Horizon. Les membres de l'atelier étaient constitués de la cellule technique du projet et de vingt étudiants d'architecture (dix étudiants d'Oran et dix étudiants de Bordeaux).

Cette implication des étudiants par la formation s'inscrivait dans le cadre d'échange entre l'université d'Oran et l'université de Bordeaux. Les activités de l'atelier se sont déroulées sur une période de quinze jours.

L'élaboration d'un plan d'analyse du centre historique :

Conformément à la méthode élaborée par les experts internationaux dans le cadre du projet ARCHIMEDES, des enquêtes préliminaires se sont déroulées dans le centre historique. L'objectif est de collecter les données nécessaires à l'élaboration d'un plan d'analyse.

Les acteurs impliqués dans le projet		
Acteurs institutionnels	Acteurs techniques	Société civile
La wilaya d'Oran	Experts internationaux	Société civile
APC/Urbanisme	Experts universitaires: l'université d'Oran (USTO) et l'université de Bordeaux	Association :Santé Sidi El Houari et Bel Horizon
OPGI	Architecte de l'OPGI Architecte du bureau d'études chargé du P.O.S	
Direction de la culture	Ingénieurs en génie civil	

Figure5 : Acteurs impliqués dans le projet. Source : Auteurs, 2017

22 Décision 55 du 29 Avril 2007

23 Office de la promotion et de la gestion immobilière d'Oran.

24 Les enseignants et les étudiants du département d'architecture des départements d'architecture des universités de Mohamed Boudiaf (ex-Université des sciences et de la technologie d'Oran) et l'université de Bordeaux

25 En lien avec la mission de recensement du paysage architectural et urbain de la Ville de Bordeaux.

Les enquêtes préliminaires :

Plusieurs visites du centre historique ont eu lieu en Octobre 2007. L'objectif était de répertorier les monuments pouvant présenter une menace de ruine afin de les inscrire dans une opération de réhabilitation.

L'organisation de ces visites était chapotée par l'association Bel Horizon. Ses membres se sont impliqués avec la cellule technique pour effectuer le relevé des immeubles choisis par l'APC et la Wilaya. Ce relevé devait être présenté sous forme²⁶ de fiche de recensement (voir figure6), constituée de trois rubriques d'informations qui portent sur la qualité du cadre bâti, sa valeur patrimoniale et ses valeurs d'usage.

La formation :

Dans un second temps, des artisans membres de l'association des compagnons bâtisseurs de bordeaux ont assuré la formation²⁷ de quatorze stagiaires de l'école chantier de l'association Santé Sidi El Houari et du service technique de l'OPGI. Cette formation s'est concrétisée sur terrain par un ravalement de façade d'immeuble de l'OPGI de 158m², traitement et réhabilitation de la porte de Canastel, monument historique emblématique de la place Kléber et plus largement du quartier. Ces travaux étaient financés par la coopération bordelaise.

Suite à ces travaux, l'association a tenté d'impliquer les occupants des maisons classées « vieux bâtis » du quartier dans des opérations d'auto-réhabilitation. Depuis, les membres de l'association Santé Sidi El Houari mènent une campagne de sensibilisation jusqu'à ce jour. Cette implication vise l'amélioration des conditions de vie des occupants, ainsi que leur maintien dans leur quartier d'origine pour la sauvegarde de la mémoire du lieu.

Ces initiatives de visites du centre historique (opérations de recensement du bâti menaçant ruine, des relevés et de formation des jeunes stagiaires de l'école chantier de l'association Santé Sidi El Houari) ont permis d'élaborer un plan d'analyse du centre historique qui sera exploité dans la deuxième phase du projet.

Proposition du plan de redynamisation du quartier :

Dans cette seconde phase, la cellule technique du projet aborda les problématiques de trois sites choisis pour leur état de vétusté très avancé. Il s'agit du quartier Juif Derb, de la rue basse Orléans et de la place Emirat. L'approche menée au sein de l'atelier avait pour objectif de renforcer les liaisons entre les différentes entités urbaines afin de retrouver la « dynamique » des espaces, à travers différents points de vue, axes et parcours.

Les propositions d'aménagement retenues au sein de l'atelier mixte ont fait l'objet d'une maquette et d'une exposition sur des panneaux d'affiche et des dépliants (voir figure 7) réalisés par l'association Bel Horizon.

En Septembre 2011, dans le cadre d'un métropolisation de la ville, le wali d'Oran décide de démolir le quartier du Derb situé dans le centre historique à cause de la dégradation très avancée de son cadre bâti.

RÉGIME DE PROPRIÉTÉ		STATUT DE POSSESSION	
propriété privée(E) voir OPGI		État technique (F)	meuble état (B)
ASSOCIATION	COOPÉRATIVE	Niveau d'allotement état (G)	10%
Cens	non	Niveau d'allotement état	10%
RDC	COMMERCE	Pathologies (H)	FISSURES/MOISISSURES
niveau (7)	INTERM COMMERCE	TYPE DE	
niveau	ter...Sème étage habitat	Date de construction (11)	1631/1982
niveau		Caractère architectural (12)	FRANCAISE
terrasses/garrier	accessible avec blanderie	Caractère urbain (13)	ANCIENNE MAIRIE
		Caractère spécial (14)	SOCIAL

Fig6 : type de fiche recensement d'un ilot étudié par la cellule technique.
Source : Association Bel Horizon, 2008



Fig.7 : panneau d'affichage
Source : Auteure ,2017.

26 Selon un system de collecte de données préalablement établie par l'expertise internationale

27 Dans le cadre d'un partenariat avec l'Association Santé Sidi El Houari et l'Association des Centres d'animation de quartiers de Bordeaux, pour la mise en œuvre d'un projet intitulé « Jeunes formés : l'action, la responsabilité et l'espoir », par l'échange et la formation de jeunes, visant à promouvoir les comportements citoyens et contribuer à la revitalisation du quartier historique de la ville par l'action organisée

C'est alors que l'association Bel Horizon a réagi en manifestant son désarroi à travers des actions officielles dans une opposition à cette décision des pouvoirs locaux.

Elle a notamment organisé une manifestation devant le siège de l'APC pour exprimer les efforts de mobilisation des habitants face à la démolition du quartier. A l'issue de cette manifestation, une réunion regroupant le wali et les membres de l'association Bel Horizon a eu lieu. Ces derniers proposent à travers un courrier adressé au wali une proposition concrète du classement du quartier, s'appuyant sur les travaux réalisés dans le cadre du projet ARCHIMEDES. L'association a notamment convié des étudiants en architecture pour présenter les résultats du projet Archimède (réalisé trois ans plutôt) comme alternative à la démolition du quartier. Le plan de redynamisation du quartier était exposé sous forme de modélisation 3D sur des panneaux d'affichage et une maquette du projet de réaménagement.

Cette rencontre fut matérialisée par l'accord par les autorités municipales locales sur l'annulation de la démolition du quartier Derb, et le lancement du projet de sa réhabilitation.

Actuellement, le processus du projet est dans son étape initiale, il se déroule selon une opération terroir de délogement/ relogement des habitants le temps des travaux.

Conclusion :

Si le projet Montada à Dellys semble ambitieux au départ, il ne paraît pas dans les faits permettre une réelle implication des citoyens. En examinant le déroulement du projet, on constate une faible participation des citoyens. Celle-ci résulte de quatre facteurs ; le premier est lié à l'absence de communication et d'information autour du projet. Le second est lié à la vision politique de l'exercice de la démocratie en Algérie qui reste étroite et formelle. Cette dernière ne permet pas de mettre en place une implication large, ouverte aux citoyens, et ne leur reconnaît pas une place dans la démarche de réhabilitation. Le troisième facteur est d'ordre administratif. Il s'exprime notamment par le refus d'attribution des autorisations de circulation aux experts internationaux et de la délocalisation de l'atelier de méthodologie participative à Alger (une distance de 100Km de Dellys). Ce qui dévoile son caractère très techniciste. Les membres des associations dénoncent un environnement administratif hostile à toutes initiatives de leur part et un grand manque de structures de concertation. Le quatrième facteur est d'ordre méthodologique ; nos enquêtes indiquent qu'il n'y a pas eu d'apprentissage de la participation en amont. Cet apprentissage joue un rôle important dans l'acquisition des compétences nécessaires au bon déroulement des démarches.

Les forums locaux constituent un appui méthodologique et un support technique au processus participatif, du fait de leur ancrage dans les contextes localisés. Une première étape, a été franchie grâce au projet Montada. Elle mériterait d'être enrichie, en la dotant de moyens spécifiques (humains et matériels). Autrement elle sera réduite à une démarche ponctuelle ou à une pratique réservée aux acteurs clefs en vue de l'obtention d'un consensus.

Réhabiliter les centres historiques en faisant appel aux savoirs citoyens peut se faire par une mobilisation proactive des dynamiques sociales locales car la mise en place des dynamiques participatives n'est pas sans difficulté. Elle n'est effective que si un travail régulier et sur le long terme est engagé. Comme on l'a vu dans le deuxième cas (quartier Sidi El Houari), les processus participatifs ont eu un impact plus important lorsqu'ils s'appuient sur le tissu associatif. Ce dernier de par sa proximité des populations et son statut légitime, a pu développer des expertises complémentaires aux expertises techniques. Il constitue un acteur commun qui jouit d'un rôle important dans la médiation avec l'action publique et dans l'hybridation des différents savoirs (citoyens, professionnels et institutionnels). Ceci contribuera à une élaboration plus démocratique des projets basés essentiellement sur l'idée de coproduction d'un bien commun.

Bibliographie :

- Deboulet A., 2014, Renouer avec le politique et la citoyenneté urbaine ? : Les résidents des grands ensembles dans la rénovation, Citoyennetés ordinaires, Pour une approche renouvelée des pratiques citoyennes, Karthala, p.167-195.
- Arnstein S., 1969, A ladder of citizen participation, in Journal of American institute of Planners,35, (4), p.216-224.
- Bacqué M-H., Sintomer Y., 2001, Gestion de proximité et démocratie participative, Les Annales de la recherche urbaine, Persée, Vol. 90, No. 1, p. 148-155.
- Blanc M., 1999, Participation des habitants et politique de la ville, in CURAPP/CRAPS, La démocratie locale : représentation, participation et espace public, PUF, p. 177-196.
- Blondiaux L., Sintomer Y.,2002, L'impératif délibératif, Politix, p.17-35.
- Carrel M., (2015). Faire participer les habitants ? citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires.
- Casanovas x., Boixereu F-X., 2012, Patrimoine et participation : vers un nouveau cadre de gouvernance au Maghreb, CAATEEB, p.105 -124.
- CROSS N., Wiley J., 1984, Second generation design methods, in Development in Design Methodology, p. 320.
- Cuny C., 2013, La légitimité du " savoir d'usage " dans les dispositifs participatifs locaux.
- Davidoff, P. ,1965, Advocacy and pluralism in planning, Journal of the American Institute of planners, p. 331-338.
- Groupe experts Agence Espagnole de Cooperation internationale,2008, Réhabilitation et revitalisation urbaine à Oran, Col·legi d'Aparellador, ISBN: 978-84--87104-06-0.
- Jacquot S.,2009, La participation au service de la régulation urbaine, Geographica Helvetica, p.64.
- Le Galès P., 1995. Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine, Revue française de science politique, p.57-95.
- Leresche J-P., Audétat M., 2006, Participation et développement urbain durable, in Urbia : les cahiers du developement urbain durable, N°3, p.3-4.
- Messaoudene M., Messaoudi K., 2016, Quelle « démocratie » participative en Algérie, in La pensée, n°385, p.1-5.
- Rey-Valette H., Pinto M., Maurel P., Chia E., Guiheneuf, P-Y., Michel L., Cunnac, M, 2011, Guide pour la mise en œuvre de la gouvernance en appui au développement durable des territoires, CNRS, INRA-Montpellier.
- Rey-Valette H., Mathé S.,2012, L'évaluation de la gouvernance territoriale, Enjeux et propositions méthodologiques, in Revue d'Économie Régionale & Urbaine, (5), p.783-804.
- Safar Zitoun M., 2002, Le programme de Résorption de l'Habitat Précaire financé par la Banque Mondiale en Algérie : les chemins tortueux ou vertueux de la participation.
- Safar Zitoun M., 2009, L'ingénierie participative dans les programmes publics de logement social. Contenu et limites de l'expérience algérienne, in Habitat social au Maghreb et au Sénégal : Le Tellier J. et Iraki A., (Dir) Paris, L'Harmattan, p. 171 - 193
- Thomassian, M., 2009. Pratiques de la négociation dans les projets urbains ou la « fabrique » de décisions concertées en vue de réduire le risque d'inacceptabilité sociale. Négociations, p.185-198.